

Service Protection de l'Environnement  
9 rue de la Grenouillère  
01012 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 23/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BRESSOR SA**

185 route de Pont de Veyle B.P.8  
01290 Grièges

Références : courrier départ n°2023-01039  
Code AIOT : 0050100364

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement BRESSOR SA implanté 185 route de Pont de Veyle B.P.8 01290 Grièges. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRESSOR SA
- 185 route de Pont de Veyle B.P.8 01290 Grièges
- Code AIOT : 0050100364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exerce une activité de traitement du lait et transformation fromagère de type fromage frais. Le site est autorisé par un arrêté préfectoral du 16 janvier 1975 et un arrêté préfectoral du 17 août 1983 complété par les arrêtés préfectoraux du 10 décembre 2008 et du 15 avril 2019. Actuellement classé dans la rubrique IED n°3642 pour une capacité de production maximum de 140 tonnes de produits finis par jour, le site fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale afin de régulariser sa capacité de production qui est de 200 tonnes de produits finis par jour. Cette

régularisation prend également en compte le classement au titre du bénéfice de l'antériorité de son stockage d'acide nitrique (A). Il est également nouvellement classé pour son volume d'entrepôt couvert (E). Les autres rubriques sont actualisées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- stockage des produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que la problématique des produits chimiques soit prise en compte sur le site, il ressort que l'impact de la mise en service de nouveaux ateliers sur le site, sur la gestion du stockage des produits n'a pas été suffisamment anticipé. Les stocks sont trop importants pour les rétentions disponibles dans le local principal de stockage des produits lessiviels. Une démarche a toutefois été initiée pour réorganiser l'agencement et les rétentions associées. Un plan d'action avec un échéancier est attendu et fait l'objet d'une lettre de suite.

D'autres dispositions font l'objet d'une lettre de suite. Elles concernent la détention d'un état des stocks à jour et disponible pour les services de secours, l'étanchéité d'un bac de rétention sous une cuve d'acide nitrique associé à une NEP et l'identification des grilles d'évacuation dans la zone de stockage vrac de l'acide nitrique et de la lessive de soude.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etiquetage des produits chimiques.

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Tous les produits stockés disposent d'étiquettes réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les FDS enregistrées sous forme informatique regroupées par secteur d'activité. Elles sont collectées au fil de l'eau auprès des fournisseurs par les responsables des secteurs (laboratoire, maintenance, traitement du lait,...) ou la coordinatrice sécurité environnement qui les centralise. Si besoin une recherche sur la plateforme QUICK est engagée.</p> <p>Vu des FDS antérieures à 2020, notamment une FDS d'un produit qui n'est plus utilisé (P3 TRITEX ECO). Pas de suivi formalisé des dates de révision des FDS.</p> <p>Vu dans le local de stockage des produits, des fiches synthétiques des FDS sur présentoir mural (nom du produit et du fournisseur, fonction, photos des différents contenants, pictogrammes de danger et phrases de risque H et P, EPI). La FDS accompagne parfois la fiche.</p> <p>L'exploitant précise qu'un chantier a été initié depuis 2-3 ans sur la problématique des risques chimiques. Il est conduit atelier par atelier à raison de 1 à 2 ateliers/an avec sensibilisation des utilisateurs et des managers sur l'utilisation des EPI, les rétentions, les FDS, les compatibilités... Un accompagnement est également assuré par les fournisseurs des produits (conseil, tests, optimisation,...).</p> <p>Vu plan avec les principaux points de stockage des produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bâtiment dédié au stockage des produits principalement lessiviels : les produits sont conditionnés sous forme de bidons de 25l ou de containers de 1000l.</li> <li>- la zone dédiée à l'extérieur coté traitement du lait pour le stockage vrac de l'acide nitrique (15m3) et de la lessive de soude (25m3).</li> <li>- la zone de la chaufferie avec une citerne en extérieur pour le stockage vrac de l'acide chlorhydrique (12 m3) : la citerne est vide (vu jauge sur zéro) car le produit n'est plus employé.</li> <li>- une cuve (39t) pour le fioul domestique.</li> <li>- la station d'épuration avec la cuve de stockage (12t) du chlorure ferrique.</li> </ul> <p>Vu ventilateur pour le chauffage du bâtiment de stockage (hors gel), proche des bidons stockés au niveau de l'étage supérieur du rack produits acides.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à jour les FDS et les mettre à disposition dans le local de stockage.</li> <li>- Ecarter les bidons de produits dont la FDS (rubrique 10) spécifie qu'ils doivent être écartés d'une source directe de chaleur (ex : P3 OXONIA Active).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions].

**Constats :**

Vu volume de rétention insuffisant pour l'ensemble des produits stockés dans le local de stockage des produits :

- présence de rétention uniquement sur le niveau bas des racks de stockage : l'exploitant précise que le volume de la rétention a été estimé pour assurer le stockage de 2 containers de 1000L ou de 3 palettes de 24 bidons de 25 litres.
- présence de containers et de palettes de bidons sur le 2ème niveau des racks sans rétention.
- présence de containers sur palette disposé directement sur le sol.

L'exploitant précise que cette situation est liée à l'utilisation de nouveaux produits et le recours à un fournisseur supplémentaire consécutifs à la mise en place sur le site des nouveaux ateliers. Une approche a été initiée avec l'aide d'un apprenti pour mieux définir les consommations et par conséquent le volume des commandes afin de réduire les quantités stockées. Par ailleurs, une démarche est engagée auprès de Ets BEREYZIAT RACK pour revoir l'agencement et les rétentions nécessaires.

Vu courriel pour le RDV avec les ETS BEREYZIAT prévu pour le 28/03/23.

Vu bac de rétention pour transport des produits du local de stockage à l'atelier destinataire.

Vu dans l'atelier de transformation du lait :

- les cuves d'acide nitrique de la NEP au dessus d'une rétention délimitée par un muret.
- des bacs de rétentions sous les stocks tampon des différents produits utilisés : rétention insuffisante sous le produit TOPAZ CL4.

Vu à l'extérieur les citernes double paroi d'acide nitrique et de soude sur socle béton et zone imperméabilisée. Présence d'un muret sur un côté pour canaliser les liquides en direction des évacuations dédiées aux eaux usées et éviter l'évacuation par le réseau des eaux pluviales.

**Observations :**

L'exploitant doit :

- Transmettre à l'inspection le calcul effectué pour évaluer le volume de la rétention fixée aux racks de stockage justifiant le stockage défini actuellement (2 containers ou 3 palettes) ;
- Au niveau des ateliers, mettre en adéquation le volume des rétentions avec le nombre de bidons stockés temporairement ;
- Transmettre à l'inspection un plan d'action avec un échéancier relatif au déploiement du nouvel agencement ainsi que les rétentions associées du local de stockage des produits.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale**

**Proposition de délais : 2 mois**

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> Vu dans le local de stockage des produits, absence de signe de corrosion sur les rétentions en acier galvanisé associées aux racks. Présence d'une grille centrale sur toute la longueur du local pour écoulement dans le réseau des eaux usées en direction de la STEP qui fera fonction de confinement.  Vu dans l'atelier traitement du lait : <ul style="list-style-type: none"><li>- Détérioration et présence d'un trou dans le béton du bac sous la cuve d'acide nitrique de la NEP;</li><li>- Bon état de l'inox qui recouvre le béton des autres cuves de la NEP ;</li><li>- Bon état des rétentions plastique sous les produits stockés dans l'atelier.</li></ul> Vu au niveau des citernes d'acide nitrique et de la soude : <ul style="list-style-type: none"><li>- zone imperméabilisée en bon état ;</li><li>- présence de consigne affichée à proximité des citernes pour identifier rapidement à l'aide d'un code couleur à quel réseau appartient la grille d'évacuation (eaux usées ou eaux pluviales). La peinture des grilles d'évacuation permettant de distinguer les 2 réseaux n'est plus visible et les consignes sur la fiche sont ternies par le soleil.</li><li>- mise à disposition dans un bac dédié de matériaux absorbants, pelle et système d'obturation pour le réseau des eaux pluviales.</li></ul> Le réseau d'eaux pluviales peut si besoin être totalement confiné à l'aide d'une vanne de fermeture manuelle.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>- Repeindre les grilles d'évacuation de l'aire de dépotage selon le code couleur prévu.</li><li>- Rafranchir la fiche de consignes.</li><li>- Assurer l'étanchéité du bac de rétention sous la cuve d'acide nitrique de la NEP.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois (étanchéité) et 2 mois (peinture et consignes)



**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
<b>Constats :</b> Vu dans local de stockage de produits : <ul style="list-style-type: none"><li>- rack dédié aux produits acides sur un coté du bâtiment et rack dédié aux produits alcalins sur le coté opposé du bâtiment ;</li><li>- produits à base d'alcool sur bac de rétention dédié ;</li><li>- eau de javel sur bac de rétention dédié.</li></ul> Vu jauge de niveau sur citerne d'acide nitrique et radar de niveau sur citerne de lessive de soude, produit le plus utilisé avec des opérations de déchargement plus nombreuses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> Absence d'état des stocks de produits détenus disponible rapidement pour présentation aux secours en cas d'incident.  Les stocks sont suivis sur logiciel pour déclencher le renouvellement des commandes, mais la fonctionnalité pour obtenir un état global des stocks n'est pas maîtrisée.  Chaque secteur (traitement du lait, laboratoire, maintenance,...) a sa liste de produits.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit disposer des moyens lui assurant la connaissance de l'état des stocks des produits détenus (inventaire au minimum informatique, copie papier,...) afin de mettre ces informations rapidement à disposition des services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

